



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 27 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Plastiques Ouest

ZI Les Châtaigneraies
Landemont
49270 Orée d'Anjou

Références : EC-2024-160-INSP-SUEZ RV PLASTIQUES-Landemont-RAP
Code AIOT : 0006302178

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement SUEZ RV Plastique Ouest implanté ZI Les Châtaigneraies à Landemont 49270 Orée d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Landemont est autorisé à exploiter une usine de recyclage de déchets plastiques sur la commune d'Orée d'Anjou, par arrêté préfectoral du 31 mars 2021. Cet arrêté préfectoral intègre le projet d'extension du site. Depuis la signature de l'arrêté préfectoral de 2021, Suez RV Plastiques a fait évoluer son projet d'extension, à savoir :

- 1 - Le changement de matière traitée par la ligne 5. La ligne 5, initialement dédiée au traitement des films post consommateur sera finalement une ligne de traitement de films agricoles.
- 2 - L'augmentation des stockages de films agricoles usagés (FAU) et dans une moindre mesure des stockages de films post consommateur (FPC) permettant de passer de 19 000 m³ à 26 048 m³. Ces modifications font suite à une demande forte de la filière agricole pour le recyclage de films

agricoles.

3 - Le changement d'une partie du mode de stockage des granulés de produits finis. Une partie du stockage initialement prévu en big bag se fera en vrac grâce à l'implantation de nouveaux silos.

4 - La réduction du bâtiment de stockage des produits finis et son repositionnement pour des raisons d'optimisation d'exploitation et de réduction des dangers.

5 - La modification de l'implantation des silos mélangeurs, du stockage de réactif pour la ligne de lavage et de la chaufferie.

6 - La modification du stockage de palettes de bois.

7 - Le déplacement de l'alvéole (E-02) avec réutilisation de la toiture existante (mise en place en 2022).

8 - La modification du schéma de gestion des eaux industrielles.

9 - L'ajout d'un pont bascule supplémentaire pour une meilleure gestion des entrées et des sorties (meilleure circulation avec réduction des croisements de flux). Un porter-à-connaissance a été déposé pour faire part de ces modifications.

L'exploitant souhaite démarrer les lignes 4 et 5 dédiées au traitement des FAU, respectivement en juin et septembre 2024.

L'inspection du 30 avril 2024 s'inscrit dans l'analyse des évolutions du projet d'extension du site.

Une action régionale "coup de poing" intitulée "Gestion de crise" est également réalisée durant cette inspection : en particulier, le bassin de confinement des eaux d'extinction est inspecté.

L'inspection porte également sur une action nationale concernant la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI).

Le jour de l'inspection, les installations étaient à l'arrêt pour cause de maintenance programmée annuellement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Plastiques Ouest
- ZI Les Châtaigneraies Landemont 49270 Orée d'Anjou
- Code AIOT : 0006302178
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SUEZ RV PLASTIQUES OUEST exploite une installation de recyclage de déchets plastiques sur la commune nouvelle d'Orée d'Anjou (commune déléguée de Landemont) dans la Z.A. Les Châtaigneraies.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 (bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie)
- Action nationale 2024 Prévention Granulés de Plastiques Industriels (GPI)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Audits des procédures par	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	un organisme accrédité			
8	Cuvette de rétention	Arrêté ministériel du 15/04/2010, article 2.2.15	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
5	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.7.6	Sans objet
6	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.7.6	Sans objet
7	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à SUEZ RV PLASTIQUES OUEST de :

- mettre en place les équipements de filtration au niveau des avaloirs du site, au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- réaliser un test d'étanchéité du sol de la plateforme de décantation des terres humides ;
- mettre à disposition sous 3 mois la synthèse du rapport d'audit GPI de Bureau Veritas.

L'inspection des installations classées a constaté que le site (actuel et extension) est relativement propre. L'exploitant a globalement mis en place les dispositions relatives à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. À compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : Le site de Suez RV Plastiques est concerné par le décret n°2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement, car le site cumule plus de 5 tonnes de GPI sur une année. L'exploitant a diligenté Bureau Veritas, organisme certifié indépendant, pour la réalisation d'un audit en novembre 2023 sur la thématique GPI. L'exploitant a transmis à l'inspection l'attestation de reconnaissance GPI datée du 13/02/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1 ^{er} janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1 ^{er} janvier 2021.
Constats : L'exploitant a présenté l'équipement installé dans les caniveaux des eaux rejetées vers l'extérieur. Il s'agit d'un équipement de filtration d'eau pour bouches d'égout et de protection des avaloirs. Ces filtres anti-pollution ne sont plus mis en place actuellement du fait des travaux en cours au niveau de l'ensemble des réseaux d'eau (site actuel et extension).

L'exploitant déclare que ces filtres sont à usage unique, et qu'il a constaté leur efficacité.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place les filtres anti-pollution au fur et à mesure de l'avancement des travaux, au niveau des avaloirs susceptibles de récupérer des GPI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté les procédures suivantes :

- un plan de zonage du site avec le nom du responsable afférent à chaque zone vis-à-vis de la propreté ;
- la procédure de nettoyage du sol : les GPI ramassés sont évacués dans la filière DIB du site ;
- un inventaire du matériel de nettoyage ;
- une fiche d'accueil du nouveau personnel : sensibilisation sur le nettoyage des GPI ;
- l'affichage sur l'ensemble du site pour sensibiliser sur le nettoyage nécessaire des GPI au sol ;
- un compte-rendu de visite mensuelle dite "Gemba walk" : visite de contrôle interne à plusieurs, avec un compte-rendu mentionnant les écarts, les actions attendues, le "qui fait quoi" ;
- la procédure de nettoyage du bassin de rétention.

Les bigs bag de GPI sont contrôlés avant chaque expédition et avant enrubannage.

L'exploitant a investi dans une balayeuse : un planning de nettoyage est mis en place (mise en œuvre 2 à 3 fois par semaine).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes

certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté l'attestation de reconnaissance de Bureau Veritas datée du 13/02/2024.
L'exploitant indique que le service communication de Suez travaille à la création d'un site internet dédié au site de Landemont afin de mettre en ligne l'attestation GPI et une synthèse du rapport d'audit de novembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à disposition du public une synthèse du rapport d'audit, **dans le délai de 3 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.7.6

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Bassin de confinement (ou dispositif équivalent) pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction

Les écoulements, notamment les épandages de produits dangereux ou les eaux d'extinction d'incendie, sont récupérés dans un bassin étanche dont le volume disponible est déterminé en additionnant les volumes d'eaux d'extinction nécessaires à la lutte contre le sinistre majeur identifié dans l'étude de dangers, les produits libérés par l'incendie et les éventuelles intempéries concomitantes évaluées sur la base de 10 mm/m² de surfaces imperméabilisées captées par l'ouvrage. Ainsi évalué, le volume maintenu libre en permanence pour les eaux d'extinction est d'au moins 820 m³ dans le bassin situé sur la zone est du site.

Pour les ruissellements, l'ouvrage est dimensionné pour récupérer une pluie centennale et restituer un débit cumulé de l'établissement au plus égal au débit maximal du bassin versant avant l'implantation de l'usine (terrain naturel) sur la base d'un écoulement de 3 l/s/ha (disposition SDAGE). Le volume libre pour la régulation des eaux pluviales sur la zone est du site est d'au moins 1 500 m³.

Constats :

Le site actuel dispose d'un bassin de rétention de 1 500 m³. Le bassin est maintenu vide grâce à

une pompe de relevage qui évacue les eaux du bassin dans le milieu extérieur (fossé). Les eaux relevées transitent par une filtration à 250 µm avant rejet extérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.7.6

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.

Les émissaires avant rejet vers le milieu extérieur sont équipés de systèmes d'obturation permettant d'interdire tout rejet non conforme et capable de le confiner. Il est facilement manœuvrable, actionnable en toutes circonstances, vérifié périodiquement, signalé et connu du personnel. Le cas échéant, l'exploitant peut disposer d'équipements mobiles (de type coussins gonflables...) pour éviter les rejets de polluants.

Constats :

Le local de filtration des eaux, comprend également les commandes de la pompe de relevage. Le coffret de commandes dispose d'un arrêt d'urgence pour arrêter la pompe de relevage, et ainsi confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.7.6

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

Les émissaires avant rejet vers le milieu extérieur sont équipés de systèmes d'obturation permettant d'interdire tout rejet non conforme et capable de le confiner. Il est facilement manœuvrable, actionnable en toutes circonstances, vérifié périodiquement, signalé et connu du personnel. Le cas échéant, l'exploitant peut disposer d'équipements mobiles (de type coussins gonflables...) pour éviter les rejets de polluants.

Constats :

Le local de filtration et de commande de la pompe de relevage dispose d'une affiche précisant de couper les pompes de relevage afin de confiner les eaux en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Cuvettes de rétention – bassin de décantation des terres humides

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15/04/2010, article 2.2.15

Thème(s) : Risques chronique, bassin de décantation des terres humides

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

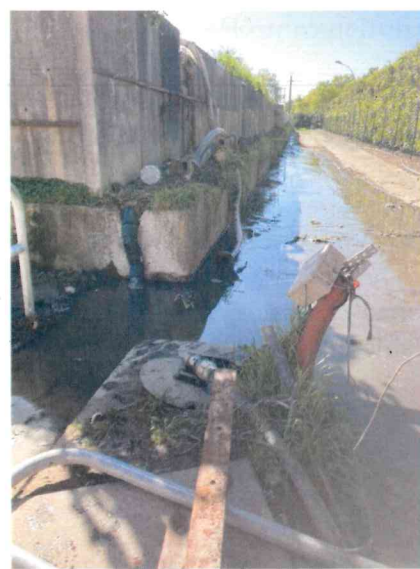
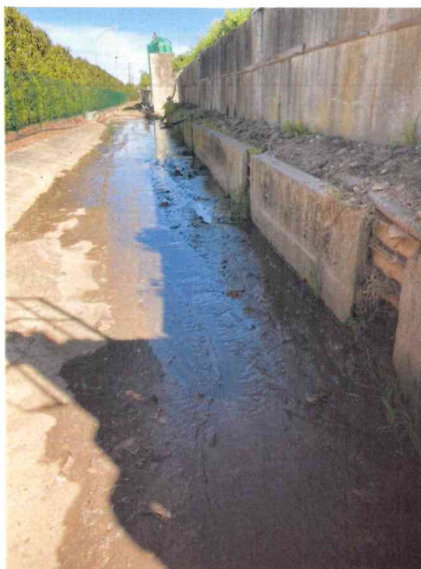
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est **étanche** aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Constats :

Concernant la plateforme de stockage des terres humides, l'inspection des installations classées a fait les constats suivants :

- la plateforme n'est pas étanche au niveau des murs d'isolement, et même au point haut de la plateforme ;
- des jus de décantation des terres humides ruissellent tout autour de la plateforme ;
- le système de pompage des eaux de décantation est détérioré.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser des tests d'étanchéité du sol de la plateforme de décantation des terres humides, dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suite**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant.**Proposition de délais :** 6 mois

